

## L'Afrique, moteur de promotion de l'économie mondiale au 21<sup>ème</sup> siècle : Positionnement de la Tunisie.

L'Afrique se développe aujourd'hui et progresse à grands pas, malgré une surévaluation excessive du coût du risque qui entrave sévèrement le financement de ses entreprises.

Le 21<sup>ème</sup> siècle sera certainement le sien, en termes de croissance, tant son retard a été grand malgré l'immensité de ses ressources naturelles, faute en partie de capacités humaines endogènes suffisantes.

La prise de conscience politique de son potentiel de développement s'exprime nettement aujourd'hui et son marché est particulièrement convoité.

La Tunisie est ancrée en Afrique. Elle est commercialement méditerranéenne, mais son avenir économique ne peut faire abstraction de celui des pays sub-sahariens.

C'est pour en discuter que le Forum Ibn Khaldoun pour le Développement a organisé, le 4 Avril 2023, un débat introduit et animé par Mr Chérib Ben Mustapha, conseiller en développement et gérant de CBM Consulting ainsi que par Mr Salah Hannachi, membre du Forum.

### I Le marché africain

L'Afrique est un continent jeune, fragilisé par des conflits, mais bénéficiant d'une économie résiliente malgré tout : Croissance de 4% supérieure à la moyenne mondiale (2,7%), mais finances publiques affectées par une inflation de 5%, un déficit budgétaire de 4,8% et un endettement de 59,5%.

Selon les NU, sa croissance atteindra les 7% dans les décennies à venir, ce qui sera de nature à attirer les investissements.

Les opportunités existent dans différents secteurs de l'agriculture, de l'énergie, de la santé, de l'industrie légère, de la logistique et du numérique malgré certaines menaces : Flambée des prix, changement climatique, risques politiques, durcissement des conditions financières mondiales.

Des mesures urgentes s'imposent, de ce fait, ayant trait à la politique monétaire, au commerce intra-africain, à la gouvernance institutionnelle et au déficit budgétaire structurel.

Il s'agira, de même, de faire face à l'insécurité alimentaire, d'instaurer des filets sociaux pour la population démunie, de renforcer la formation des capacités et de financer les PME pour créer des emplois.

C'est ainsi que l'Agenda 2063 s'est fixé comme objectifs 5 résultats clés transformationnels :

L'amélioration du niveau de vie, l'inclusion économique et la durabilité, l'intégration de l'Afrique, l'autonomisation des femmes et de la jeunesse, la bonne gouvernance d'une Afrique pacifique.

Les projets phares concerneront le réseau TGV, les produits de base, la ZLECA, le grand barrage INGA, mais aussi, la libre circulation des personnes, le marché unique du transport aérien, le forum économique, les institutions financières africaines, le réseau panafricain des services en ligne, l'université virtuelle en ligne ainsi que la cyber-sécurité.

Certaines mesures ont, d'ores et déjà, été prises dans le cadre des grands programmes transnationaux telles : L'alliance pour la sécurité alimentaire, le fonds pour l'acquisition des vaccins, la ZLECHF, l'alliance pour le Sahel, l'initiative pour la Corne de l'Afrique, l'initiative économie numérique pour l'Afrique.

L'Afrique constitue en fait un potentiel inexploité en exportation totalisant 57,5 MMD (+8,3% sur 10 ans).

Les principales destinations d'opportunités en sont : Le Sénégal, l'Ethiopie, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Burkina Faso, le Ghana, le Cameroun, l'Afrique du Sud et le Gabon.

Elles concernent essentiellement les composants électriques, électroniques, alimentaires, les textiles, mais aussi les peintures et le clinker.

## II Le positionnement géostratégique.

Du fait de la conjoncture de transition internationale, avec la guerre en Ukraine, la pénurie du Covid 19, le changement climatique, les tensions commerciales, technologiques et géopolitiques, on assiste à une ruée vers l'Afrique, centre du triangle stratégique constitué par :

Le Trans-Med et l'UE,

L'Indopacifique, le RCEP (15 pays représentant 30% du PIB mondial) et l'Inde,

Le Trans-Atlantique, le NAFTA et le MERCOSUR.

L'ouverture de l'Afrique a débuté en 1993 avec la « Conférence Internationale de Tokyo sur le développement africain » mais elle s'est particulièrement accélérée à partir de 2008 avec l'Inde, le Canada, la Turquie, la Chine, la Russie, les USA et le royaume Uni.

Elle fait face, aujourd'hui, aux défis géoéconomiques de développement qui concernent l'Agenda 2030 de développement durable des NU, l'Agenda 2063, le changement climatique (Cop21).

Elle développe son réseau des autoroutes transafricaines : Le Caire- Dakar, Alger-Lagos, Tripoli- Cap Town, Le Caire-Cap Town, Dakar- Ndjamen, Ndjamen-Djibouti, Dakar-Lagos, Lagos –Mombassa, Beira-Lobito...ainsi qu'un certain nombre de corridors stratégiques Afrique-Europe, à partir d'un pays moteur, assurant la connectivité (maritime, ferroviaire et routière) façade- profondeur continentale pour créer partenariats, financement et environnement d'affaires favorisant la chaîne des valeurs :

Corridor occidental centré sur le Maroc, corridor central centré sur l'Algérie, corridor oriental centré sur l'Egypte, mais aussi couloir Turquie-Italie-Tunisie reliant Izmir, Taranto, Malte, Tunisie.

Certains leviers d'équilibrage des relations Maghreb-Europe sont envisagés : Assiette et compas stratégique, dimension stratégique, complémentarité et synergies, mise en contexte et mise en levier du contexte, recours aux institutions (G2G) et aux investissements (B2B), triangulation Europe-Maghreb-Europe, Europe- Maghreb-Afrique, leviers culturels et plateforme culturelle Europe-Maghreb, acceptabilité.

## Discussion

Les principales questions évoquées ont concerné les points suivants :

- 1 L'importance du marché africain pour la Tunisie dans certains secteurs tels ceux de l'éducation, de la santé et des services en particulier.

Au vu du croit démographique prévu par l'ONU en Afrique à l'horizon 2050, la Tunisie aurait vocation à devenir une plateforme dédiée à l'éducation, à la formation et à l'enseignement supérieur.

Elle gagnerait pour cela à valoriser les atouts et le potentiel dont elle dispose dans le cadre d'une réelle politique audacieuse de promotion des relations avec les pays sub-sahariens.

Le secteur privé de l'enseignement supérieur accueille d'ores et déjà quelques 6500 étudiants.

D'autres fréquentent l'enseignement public et bénéficient d'un diplôme d'Etat.

Le nombre croissant des diplômés doctorants du secteur public permettait de développer rapidement le secteur privé en l'encadrant par des compétences reconnues.

Le cout des prestations fournies en ce domaine a toujours été compétitif.

- 2 Le secteur des services dans les domaines de la santé et des bureaux d'études en particulier bénéficie d'une image valorisante et mériterait un soutien plus affirmé par la promotion nécessaire des vols aériens pénalisés par des couts aéroportuaires prohibitifs.

- 3 Le développement de l'Afrique sub-saharienne reste problématique au vu de l'immensité des territoires, de la faiblesse des Etats, de l'insécurité liée au terrorisme et au risque climatique.

De ce fait, la participation de la Tunisie au développement de l'Afrique se doit de se démarquer de l'approche commerciale basée sur la prédation et privilégier le développement réel des capacités humaines, loin de toute approche extractive préjudiciable.

- 4 En réalité, la Tunisie n'a jamais eu de politique africaine à partir de ses atouts propres et donc pas de relations d'intérêt. Le pays était impliqué dans la coopération euro-méditerranéenne, et c'est à ce titre que l'Europe a sollicité l'intervention en Afrique par la « triangulation » dans le domaine de l'éducation en particulier, dans le cadre de la stratégie euro-africaine.

Il y aurait lieu maintenant de relancer les relations à partir de nos atouts en pratiquant le cas par cas, en envoyant davantage d'ambassadeurs dans les pays d'Afrique.

Par manque de volonté politique, plusieurs initiatives n'avaient malheureusement pas eu de suite.

- 5 La question religieuse est à prendre en considération car le désordre que provoque l'islamisme dans les pays sub-sahariens (Mali, Burkina Faso...), s'il profite à certaines parties du Moyen Orient, il ne peut être toléré en Tunisie. C'est le soft power qui devrait prévaloir : Kairouan, Tombouctou..

- 6 La Tunisie est appréciée et bénéficie d'une bonne position dans le secteur des études (bureaux de la SCET, de STUDI, de COMET..) au service de l'infrastructure en particulier.

Elle est performante dans la connaissance et l'innovation, mais l'est bien moins dans la production des valeurs par le dépôt de brevets.

Elle gagnerait à être représentée dans toutes les régions du continent (orientale, australe et occidentale) car l'Afrique est au centre du triangle d'or : Amérique du Nord-Brésil, Europe, Indopacifique et l'interfaçage s'impose.

- 7 La question du « racisme ordinaire », qui est une réalité quotidienne tue et pose un problème de fond à ne pas occulter. Il s'agira de le combattre par la culture, l'éducation, la connaissance, l'ouverture, mais aussi par la loi.

Le positionnement diplomatique de la Tunisie a toujours été dans le « groupe africain », reconnaissant l'ancrage géographique de la Tunisie dans ce continent auquel elle a donné son nom. L'organisation de l'accueil des étudiants sub-sahariens dans les familles tunisiennes durant leur séjour d'études serait dans ce contexte une initiative significative.

- 8 Le changement climatique constitue aussi un risque majeur pour la Tunisie en termes d'afflux de réfugiés climatiques visant l'émigration vers l'Europe, l'instabilité politique facilitant grandement la traversée du Sahara.

N'ayant pas de frontières avec les pays sub-sahariens, la Tunisie avait davantage tablé sur son environnement méditerranéen. Le temps est certainement venu de partager aussi avec les pays africains un co-développement à la fois social et solidaire afin de dépasser les risques en les maîtrisant.

### Recommandations

--> La Tunisie a manifestement intérêt à réaffirmer culturellement son ancrage africain et à s'impliquer davantage économiquement dans le développement accéléré en cours du continent en précisant les grandes lignes de son positionnement géostratégique.

--> La Tunisie gagnerait à participer pleinement au volet intégration de l'Afrique de l'Agenda 2063, dans les projets visant en particulier : Le forum économique africain, les institutions financières africaines, le réseau panafricain des services en ligne, l'université africaine virtuelle et en ligne, le marché unique africain du transport aérien.

--> La Tunisie gagnerait à améliorer sa connectivité maritime, ferroviaire et routière en particulier par la jonction avec l'axe transsaharien Alger-Lagos.

--> La Tunisie se doit de jouer pleinement son rôle dans l'équilibrage des relations Nord-Sud par une

triangulation Europe-Maghreb-Afrique gagnant-gagnant visant le co-développement social et solidaire.

--> Afin de minimiser l'impact social du changement climatique sur le Maghreb, la Tunisie gagnerait à s'impliquer davantage dans le développement de la ceinture verte traversant l'Afrique d'Est en Ouest.

--> Performante et compétitive dans le domaine des prestations médicales et du tourisme, la Tunisie se doit de constituer une plateforme de santé Tunisie-Afrique.